

| Informations de base   |                    |
|--|--------------------|
| 2016/2272(INI)   | Procédure terminée |
| INI - Procédure d'initiative   |                    |
| Durée de vie plus longue des produits: avantages pour les consommateurs et les entreprises |                    |
| <b>Subject</b>   |                    |
| 3.40.17 Produits manufacturés  |                    |
| 4.60.06 Intérêts économiques et juridiques du consommateur                                 |                    |

| Acteurs principaux |                             |   |  |                           |
|--------------------|-----------------------------|---|--|---------------------------|
| Parlement européen | <b>Commission au fond</b>   |   | <b>Rapporteur(e)</b>   | <b>Date de nomination</b> |
|                    | <b>IMCO</b>                 | Marché intérieur et protection des consommateurs      | DURAND Pascal (Verts/ALE)  | 21/01/2015                |
|                    |                             |   | Rapporteur(e) fictif/fictive<br>SZEJNFELD Adam (PPE)<br>JAAKONSAARI Liisa (S&D)<br>DALTON Daniel (ECR)<br>CHARANZOVA Dita (ALDE)<br>PIMENTA LOPES João (GUE/NGL)<br>ZULLO Marco (EFDD) |                           |
|                    | <b>Commission pour avis</b> |   | <b>Rapporteur(e) pour avis</b>   | <b>Date de nomination</b> |
|                    | <b>ENVI</b>                 | Environnement, santé publique et sécurité alimentaire | SCHALDEMOSE Christel (S&D)   | 14/11/2016                |
|                    | <b>ITRE</b>                 | Industrie, recherche et énergie                       | La commission a décidé de ne pas donner d'avis.  |                           |

| Evénements clés |  |              |        |
|-----------------|--|--------------|--------|
| Date            | Evénement  | Référence    | Résumé |
| 24/11/2016      | Annonce en plénière de la saisine de la commission |              |        |
| 30/05/2017      | Vote en commission                                 |              |        |
| 09/06/2017      | Dépôt du rapport de la commission                  | A8-0214/2017 | Résumé |

|            |                                  |   |        |
|------------|----------------------------------|---|--------|
| 03/07/2017 | Débat en plénière                |  |        |
| 04/07/2017 | Décision du Parlement            | T8-0287/2017  | Résumé |
| 04/07/2017 | Résultat du vote au parlement    |  |        |
| 04/07/2017 | Fin de la procédure au Parlement |   |        |

| Informations techniques   |                               |
|---------------------------|-------------------------------|
| Référence de la procédure | 2016/2272(INI)                |
| Type de procédure         | INI - Procédure d'initiative  |
| Sous-type de procédure    | Rapport d'initiative          |
| Base juridique            | Règlement du Parlement EP 55  |
| Autre base juridique      | Règlement du Parlement EP 165 |
| État de la procédure      | Procédure terminée            |
| Dossier de la commission  | IMCO/8/08292                  |

| Portail de documentation                                  |  |                              |            |                        |
|---|--|------------------------------|------------|------------------------|
| <b>Parlement Européen</b>                                 |  |                              |            |                        |
| Type de document  | Commission   | Référence                    | Date       | Résumé                 |
| Projet de rapport de la commission                        |  | <a href="#">PE595.614</a>    | 22/12/2016 |                        |
| Amendements déposés en commission                         |  | <a href="#">PE599.599</a>    | 15/02/2017 |                        |
| Avis de la commission                                     | <span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">ENVI</span> | <a href="#">PE595.378</a>    | 11/04/2017 |                        |
| Rapport déposé de la commission, lecture unique           |  | <a href="#">A8-0214/2017</a> | 09/06/2017 | <a href="#">Résumé</a> |
| Texte adopté du Parlement, lecture unique                 |  | <a href="#">T8-0287/2017</a> | 04/07/2017 | <a href="#">Résumé</a> |
| <b>Commission Européenne</b>                              |  |                              |            |                        |
| Type de document  |  | Référence                    | Date       | Résumé                 |
| Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière |  | <a href="#">SP(2017)619</a>  | 01/12/2017 |                        |

## Durée de vie plus longue des produits: avantages pour les consommateurs et les entreprises

2016/2272(INI) - 09/06/2017 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs a adopté un rapport d'initiative de Pascal DURAND (Verts/ALE, FR) sur une durée de vie plus longue des produits: avantages pour les consommateurs et les entreprises.

Une étude commandée par la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs démontre la nécessité de **mesures politiques pour promouvoir un allongement de la durée de vie des produits** en remédiant notamment à l'obsolescence programmée. Selon l'Eurobaromètre de juin 2014, 77% des consommateurs dans l'Union européenne préféreraient essayer de réparer les produits hors d'usage plutôt que d'en acheter de nouveaux.

**Concevoir des produits robustes, durables et de qualité:** la Commission devrait encourager, dès que possible, l'adoption de **critères de résistance minimum** couvrant entre autres **la robustesse, la réparabilité et l'évolutivité** pour chaque catégorie de produits dès leur conception, en s'inspirant des normes élaborées par les trois organisations européennes de normalisation (OEN) (CEN, CENELEC et ETSI).

Ainsi, l'offre commerciale du fabricant devrait comprendre les éléments suivants:

- la résistance du produit,
- l'extension de la durée de garantie,
- la disponibilité de pièces de rechange,
- la facilité de réparation et l'interchangeabilité des composants.

Les députés ont appelé à soutenir les fabricants de design modulaire facilement démontable et interchangeable. La résistance des produits et leur réparabilité devrait aller de pair avec l'objectif de durabilité au moyen, par exemple, d'un recours à des matériaux écologiques.

**Promouvoir la réparabilité et la longévité des produits:** les députés ont suggéré à la Commission d'entreprendre une série d'actions à cet égard, comme par exemple:

- inciter à l'utilisation de techniques de construction et de matériaux qui rendent plus facile et moins onéreuse la réparation du bien;
- faire figurer le **caractère réparable du produit** parmi ses caractéristiques essentielles et décourager, sauf pour des raisons de sécurité, l'inamovibilité de composants essentiels tels que les batteries et LED;
- garantir la possibilité d'avoir recours à des **pièces de substitution** de qualité en remplacement des pièces d'origine;
- encourager les fabricants à développer la **technologie des batteries**, pour veiller à ce que la durée de vie des batteries corresponde mieux à la durée de vie estimée du produit.
- encourager la disponibilité des **pièces détachées**;
- promouvoir la réparation et la vente de seconde main et mettre en place des formations à la réparation;
- interdire les solutions techniques, logicielles ou de sécurité empêchant la réparation en dehors des circuits agréés.

**Appliquer un modèle économique tourné vers l'usage et soutenir les PME et l'emploi dans l'Union:** les États membres sont invités à : i) organiser la concertation entre tous les acteurs concernés pour encourager au développement d'un modèle de vente tourné vers l'usage qui profite à tous ; ii) adopter des mesures visant à encourager le développement de l'économie de la fonctionnalité ainsi que la location, l'échange et l'emprunt d'objets ; iii) encourager les autorités locales et régionales à promouvoir le développement de modèles économiques tels que l'économie collaborative et l'économie circulaire.

La Commission devrait pour sa part à examiner les manières **d'augmenter l'interchangeabilité des ampoules LED** et, par conséquent, à envisager, outre les mesures d'écoconception, une garantie plus longue pour les cas dans lesquels l'ampoule est montée en un seul bloc.

**Mesures sur l'obsolescence programmée:** la Commission est invitée à proposer, en consultant les organisations de consommateurs, les producteurs et autres parties intéressées, **une définition au niveau européen** de l'obsolescence programmée pour les biens physiques et les logiciels. De plus, l'importance de partager les bonnes pratiques en vue de prolonger la durée de vie des appareils ménagers est soulignée.

Dans un souci de transparence, les **contrats de vente** devraient contenir des informations en ce qui concerne la période minimum durant laquelle les mises à jour de sécurité pour les systèmes d'exploitation sont disponibles. Les députés proposent que soit définie la **durée d'utilisation raisonnable**.

**Garantir une meilleure information du consommateur:** la Commission est invitée à améliorer l'information sur la durabilité des produits par l'examen d'un éventuel **label européen volontaire** comprenant notamment la durabilité.

Les députés demandent des mesures de sensibilisation et de promouvoir l'information des consommateurs sur les produits qui tombent en panne trop vite ou ne sont pas réparables, éventuellement par la création de plateformes de notification aux consommateurs.

Le rapport suggère également de **renforcer le droit à la garantie légale de conformité**, la mention de cette garantie devant figurer en toutes lettres sur la facture d'achat du produit. Il demande la mise en place d'un dispositif de plainte au niveau de l'Union pour non-application des droits à la garantie.

## Durée de vie plus longue des produits: avantages pour les consommateurs et les entreprises

2016/2272(INI) - 04/07/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 662 voix pour, 32 contre et 2 abstentions, une résolution sur une durée de vie plus longue des produits: avantages pour les consommateurs et les entreprises.

Une étude réalisée en juillet 2016 à la demande de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs du Parlement a démontré la nécessité de **mesures politiques pour promouvoir un allongement de la durée de vie des produits** en remédiant notamment à l'obsolescence programmée. Selon l'Eurobaromètre de juin 2014, 77% des consommateurs dans l'Union européenne préféreraient essayer de réparer les produits hors d'usage plutôt que d'en acheter de nouveaux.

**Concevoir des produits robustes, durables et de qualité:** le Parlement a invité la Commission à encourager l'adoption de **critères de résistance minimum** couvrant entre autres **la robustesse, la réparabilité et l'évolutivité** pour chaque catégorie de produits dès leur conception, en s'inspirant des normes élaborées par les trois organisations européennes de normalisation (OEN) (CEN, CENELEC et ETSI).

Ainsi, l'offre commerciale du fabricant devrait comprendre les éléments suivants:

- la résistance du produit,
- l'extension de la durée de garantie,
- la disponibilité de pièces de rechange,
- la facilité de réparation et l'interchangeabilité des composants.

Les députés ont souligné le rôle des stratégies commerciales, telles que **la location de produits en crédit-bail**, dans la conception de produits durables. Ils ont appelé à soutenir les fabricants de design modulaire facilement démontable et interchangeable.

La résistance des produits et leur réparabilité devrait aller de pair avec l'objectif de durabilité au moyen, par exemple, d'un recours à des matériaux écologiques.

**Promouvoir la réparabilité et la longévité des produits:** les députés ont suggéré à la Commission d'entreprendre une série d'actions à cet égard, comme par exemple:

- faciliter les mesures qui rendent la solution de la réparation attrayante pour le consommateur et encourager l'utilisation de techniques de construction et de matériaux qui rendent plus facile et moins onéreuse la réparation du bien;
- faire figurer le **caractère réparable du produit** parmi ses caractéristiques essentielles et décourager l'immobilité de composants essentiels tels que les batteries et LED (sauf pour des raisons de sécurité);
- inciter les fabricants à fournir les **guides d'entretien** et les instructions de réparation au moment de l'achat;
- garantir la possibilité d'avoir recours à des **pièces de substitution** de qualité en remplacement des pièces d'origine;
- encourager les fabricants à développer la **technologie des batteries**, pour veiller à ce que la durée de vie des batteries corresponde mieux à la durée de vie estimée du produit.
- encourager la disponibilité des **pièces détachées** ainsi qu'une démarche de standardisation des pièces détachées;
- promouvoir la réparation et la vente de **seconde main** et mettre en place des formations à la réparation;
- interdire les solutions techniques, logicielles ou de sécurité empêchant le recours à un réparateur indépendant.

**Appliquer un modèle économique tourné vers l'usage et soutenir les PME et l'emploi dans l'Union:** les États membres sont invités à:

- organiser la concertation entre tous les acteurs concernés pour encourager au développement d'un modèle de vente tourné vers l'usage qui profite à tous;
- adopter des mesures visant à encourager le développement de l'économie de la fonctionnalité ainsi que la location, l'échange et l'emprunt d'objets;
- encourager les autorités locales et régionales à promouvoir le développement de modèles économiques tels que l'économie collaborative et l'économie circulaire.
- maintenir les appareils électriques et électroniques à leur plus grande utilité et valeur et à ne pas les considérer comme des déchets;
- surveiller le marché afin que les produits européens ou importés soient conformes aux exigences en matière d'écoconception.

La Commission devrait pour sa part examiner les manières **d'augmenter l'interchangeabilité des ampoules LED** et envisager une garantie plus longue pour les cas dans lesquels l'ampoule est montée en un seul bloc.

**Mesures sur l'obsolescence programmée:** la Commission devrait:

- proposer une **définition au niveau européen** de l'obsolescence programmée pour les biens physiques et les logiciels et
- examiner la possibilité de mettre en place un **système indépendant** capable de vérifier et de détecter l'obsolescence programmée dans les produits. Les députés ont plaidé pour une meilleure protection des « lanceurs d'alerte » et pour des mesures dissuasives pour les producteurs.

Dans un souci de transparence, les **contrats de vente** devraient contenir des informations en ce qui concerne la période minimum durant laquelle les mises à jour de sécurité pour les systèmes d'exploitation sont disponibles. Les députés ont proposé que soit définie la **«durée d'utilisation raisonnable»**.

**Garantir une meilleure information du consommateur:** la Commission est invitée à améliorer l'information sur la durabilité des produits par l'examen d'un éventuel **label européen volontaire** comprenant notamment la durabilité ou encore la création d'un compteur d'usage sur les produits de consommation les plus pertinents, notamment le gros électroménager.

Les députés ont demandé des mesures de sensibilisation et de promouvoir l'information des consommateurs sur les produits qui tombent en panne trop vite ou ne sont pas réparables, éventuellement par la création de plateformes de notification aux consommateurs.

Le Parlement a également suggéré de **renforcer le droit à la garantie légale de conformité**, la mention de cette garantie devant figurer en toutes lettres sur la facture d'achat du produit. Il a demandé la mise en place d'un dispositif de plainte au niveau de l'Union pour non-application des droits à la garantie.